

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14000 Caen

Caen, le 01/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES DES TROIS VALLEES

Le Plafond
61430 Sainte-Honorine-la-Chardonne

Références : 2024-388
Code AIOT : 0005301332

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2024 dans l'établissement CARRIERES DES TROIS VALLEES implanté La Héberde 50720 Barenton. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES DES TROIS VALLEES
- La Héberde 50720 Barenton
- Code AIOT : 0005301332
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société carrières des 3 vallées exploite la carrière de la Héberde sur le site de Barenton pour son gisement de grès quartzites sur une superficie total de 113 943 m².

Une installation mobile de traitement des matériaux est présente lors des campagnes. Les granulats produits sont stockés sur site avant d'être repris pour commercialisation.
L'apport de déchets inertes n'est pas autorisée sur cette carrière.

L'Inspection s'est rendue au niveau :

- de la zone d'exploitation surplombant le fond de fouille du site;
- de la plateforme de stockage des matériaux;
- des bassins de décantation
- du point de rejet servant pour les prélèvements des analyses réglementaires le long de la route départementale 60.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rejets	Arrêté Préfectoral du 01/04/2015, article 29.3/29.4	Demande d'action corrective	2 mois
3	Incendie	Arrêté Préfectoral du 01/04/2015, article 37.4	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 01/04/2015, article 32	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation de la carrière reste faible compte tenu de la qualité aléatoire du gisement restant dans l'emprise actuelle de l'autorisation d'exploiter. Ainsi, le dernier tir de mines date de 2021 et les expéditions se font depuis cet abattage.

Un projet de renouvellement et d'extension de la carrière devrait être déposé en juillet 2024 selon les propos de l'exploitant pour des parcelles situées à l'Ouest du périmètre actuel.

Etant donné l'absence d'infrastructures ou d'équipements au sein de la carrière telle qu'elle est exploitée, l'exploitant a fait le choix de ne pas mettre en place de réserve incendie. Toutefois, lors des opérations ponctuelles de concassage au moyen d'un groupe mobile, l'exploitant prend toutes les mesures de nature à éviter qu'un feu de cet équipement ne puisse se propager à la végétation alentours et dispose des moyens de défense incendie requis par les arrêtés ministériels encadrant ses activités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2015, article 29.3/29.4
Thème(s) : Risques chroniques, Analyses
Prescription contrôlée :

Article 29.3

Eaux d'exhaure (dont les eaux pluviales du carreau): Des fossés périphériques sont créés autour de la plate-forme de stockage des matériaux afin d'empêcher un rejet direct en milieu naturel des eaux de ruissellement sur cette zone. Les eaux collectées par ces fossés sont orientées vers l'aire de décantation.

Les eaux d'exhaure et de ruissellement à l'intérieur de la zone d'extraction sont dirigées vers un bassin de pré-décantation en fond d'excavation d'un volume de 1 000 m³ minimum dans lequel ces eaux sont reprises par pompage pour être dirigées vers un bassin de décantation intermédiaire d'un volume de 300 m³ minimum. De ce bassin de décantation intermédiaire, les eaux se déversent par gravité vers trois bassins de décantation et un bassin d'orage d'un volume global de 2 900 m³. En sortie de ces bassins de décantation, les eaux transitent par un séparateur à hydrocarbures doté d'un débourbeur et d'un filtre coalesceur, avant leur rejet au milieu naturel qui s'effectue dans le fossé de la RD60 (réseau d'eaux pluviales rejoignant le ruisseau du Moulin Richard PK 995).

L'émissaire est équipé d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.

Le dispositif de rejet est aménagé de manière à:

- réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci;
- permettre l'accès aux points de mesure et de prélèvement sur l'ouvrage de rejet, notamment pour faciliter l'amenée des matériels
- permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Le fond de l'excavation et un bassin d'orage maintenu vide en temps normal doivent permettre de tamponner les flux exceptionnels générés par de fortes pluviométries.

Article 29.4

L'exploitant effectuera un suivi mensuel des volumes d'eau pompés en fond de carrière ainsi que des précipitations de manière à évaluer les apports d'eau souterraine et vérifier l'estimation du temps de remplissage du plan d'eau. Notamment à partir des données acquises, l'exploitant vérifiera par une étude hydrique et hydrogéologique, la cote prévisionnelle de stabilisation du niveau d'eau et la cinétique de remplissage. L'étude sera fournie à l'inspection des installations classées à la fin de la phase 5.

Constats :

L'exploitation de la carrière reste faible compte tenu de la qualité aléatoire du gisement restant dans l'emprise actuelle de l'autorisation d'exploiter. Ainsi, le dernier tir de mines date de 2021 et les expéditions se font depuis cet abattage.

Un projet de renouvellement et d'extension de la carrière devrait être déposé en juillet 2024 selon les propos de l'exploitant pour des parcelles situées à l'Ouest du périmètre actuel.

L'exploitant a déclaré que le séparateur d'hydrocarbure n'a pas été vidangé ou curé depuis quelques années compte tenu de la très faible exploitation de la carrière. L'Inspection demande que le séparateur d'hydrocarbure soit, si nécessaire, curé et vidangé après une investigation de ce dernier par l'exploitant. Compte tenu de l'espace laissé au milieu naturel et de la nécessité d'une fauche des espaces afin de procéder à l'entretien de l'équipement, l'exploitant a indiqué que l'entretien interviendrait à compter de l'automne 2024 après la période de reproduction de la faune et de la flore. Compte tenu de la très faible exploitation de la carrière et dans la perspective du renouvellement et de l'extension de cette dernière, l'Inspection demande à ce que l'entretien du séparateur hydrocarbures intervienne avant l'hiver 2024. Si une exploitation plus passive devait être envisagée par l'exploitant, ce dernier procédera sans délai à l'entretien du séparateur hydrocarbures.

<p>L'exploitant n'assure plus le suivi mensuel du volume d'eau pompés en fond de carrière depuis août 2023. L'exploitant doit sous deux mois remettre en place la comptabilisation du volume d'eau pompé en fond de carrière.</p> <p>Les prélèvements se font au niveau de l'émissaire le long de la RD60 que l'Inspection a pu observer. L'émissaire n'est pas équipé d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement. L'exploitant doit sous 6 mois mettre en place un canal de mesure et un dispositif de prélèvement sauf à ce que les modalités de rejet soient modifiées/complétées par le projet de renouvellement et d'extension de la carrière.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant remet en service sous deux mois la comptabilisation du volume d'eau pompé en fond de carrière.</p> <p>L'exploitant met en place sous 6 mois un canal de mesure et un dispositif de prélèvement au point de rejet sauf à ce que les modalités de rejet soient modifiées/complétées par le projet de renouvellement et d'extension de la carrière.</p> <p>L'exploitant fait procéder avant l'hiver 2024 au curage du séparateur hydrocarbure</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : Tirs de mines

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2015, article 32</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vibrations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositifs d'abattage à l'explosif et notamment les charges unitaires mises en oeuvre doivent être adaptés à la progression des fronts de taille vers les constructions voisines. A ce titre, l'exploitant définit des plans de tirs adaptés. Les tirs de mines sont interdits en période nocturne. Ils ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes (immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments) des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présente les rapports de mesure des années 2018, 2019, 2020 et 2021.</p> <p>Aucun tir n'est intervenu sur le site depuis le 27/09/21.</p> <p>Les valeurs de mesure de vibration indique que l'exploitant respecte la limite de 10mm/s des vitesses particulières pondérées.</p> <p>Toutefois, pour éviter les pannes des appareils de mesures et compte tenu de l'extension envisagée de la carrière, l'exploitant doit faire mesurer en deux points minimum les prochains tirs qu'il réalisera.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Mesurer les vibrations engendrées par les futurs tirs de mines en deux points minimum.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2015, article 37.4
Thème(s) : Risques accidentels, Réserve incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La carrière doit être pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie (extincteurs,...) appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ils sont judicieusement répartis dans les installations. Pour assurer la défense extérieure contre l'incendie, une réserve naturelle ou artificielle d'eau d'un volume permanent minimal de 120 m³ est aménagée sur le site. Cette réserve incendie est signalée et son accessibilité est maintenue en toute circonstance. La réserve incendie est régulièrement nettoyée et curée. L'ensemble «réserve et plate-forme stabilisée» doit être réceptionné par un représentant du service départemental d'incendie et de secours sous six mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il ne dispose pas de réserve incendie sur le site à demeure. Compte tenu de l'absence d'équipements ou d'infrastructures sur la carrière, l'Inspection partage le choix de l'exploitant tant qu'aucune installation de broyage concassage n'est présente sur le site. Cette position pourra évoluer dans le cadre du projet de renouvellement et d'extension de la carrière pour lequel l'exploitant envisage de mettre en place des infrastructures au sein de sa carrière.</p> <p>Pour mémoire, l'article 17 de l'arrêté ministériel du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement « , y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 »... dispose que:</p> <p>"L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ; - d'un ou plusieurs appareils de lutte contre l'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. <p>A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux</p>

d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et fournit un débit de 60 m³/h.

L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau.

Si les moyens de défense incendie sont moindres, l'exploitant est en mesure de présenter à l'inspection des installations classées, l'accord écrit des services d'incendie et de secours et les justificatifs attestant des moyens de défense incendie immédiatement disponibles demandés par ces mêmes services.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur."

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En cas de mise en place d'un appareil mobile de broyage concassage, l'exploitant s'assure du respect des prescriptions de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement « , y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 ».

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois